

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 405 - Novembre 2023

édito

Cher camarade,

Débuter cet édito en dénonçant une fois de plus les méfaits du Capital serait se montrer récurrent. D'autant plus que si tu as choisi la CGT c'est que tu es porté par la lutte de classe. Aussi, je ne chercherai pas à prêcher un convaincu, je me permettrai juste de citer Jacques Prévert qui déclarait : « *Méfiez vous ... il est dur, rusé, sournois ... le capital !* »

Non content de s'attaquer sans relâche à nos conquies sociaux, non content de plonger tous les jours un peu plus les peuples dans la précarité, voilà qu'il les précipite maintenant dans la guerre, semant ainsi un peu plus le chaos et faisant le bonheur des marchands de canons alors que le système de santé français part à vau-l'eau.

Pire, il ouvre un boulevard à l'extrême-droite.

Devant de tels états de fait, nous ne saurions bien évidemment pas rester passifs.

Notre syndicat, ton syndicat, ne se contente pas de postures ni de déclarations d'intention.

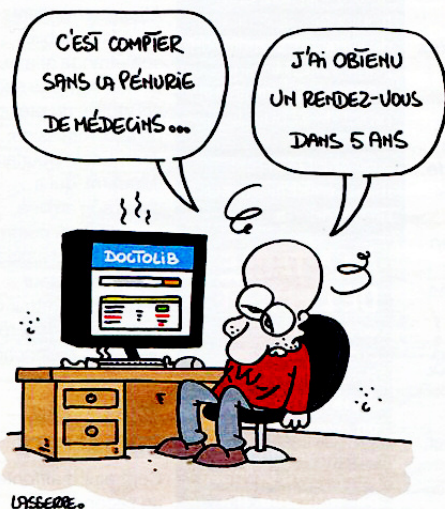
Aussi ce journal a-t-il pour prétention non pas de se contenter d'états de faits, mais bien de t'apporter des éléments d'argumentation couvrant tous les secteurs de

notre activité syndicale, éléments qui ont pour objectif de t'aider à débattre autour de toi.

Bien évidemment, nous restons disponibles pour échanger et débattre avec toi de quelque sujet qui t'interpelle et te préoccupe. Aussi et afin de rester au mieux en contact, nous te demandons de remplir et de retourner la fiche de renseignement que tu trouveras à l'intérieur de ce journal. Cher camarade, bonne lecture, et bon courage dans ta lutte contre le Capital.

Michel CANESTRELLI
Secrétaire Général

RETRAITÉS : IL SERA POSSIBLE DE PARTIR
PLUS TÔT, GRÂCE À UN AVis MÉDICAL



- Edito **1**

- Les apprentis de l'Arsenal
- Agenda et activités du syndicat **2**

- L'imposture R.N **3**

- Le Service de santé des armées
- En bref... **4**

En encart :

- Urgence d'ouvrir un processus de paix
- Fiche adhérent

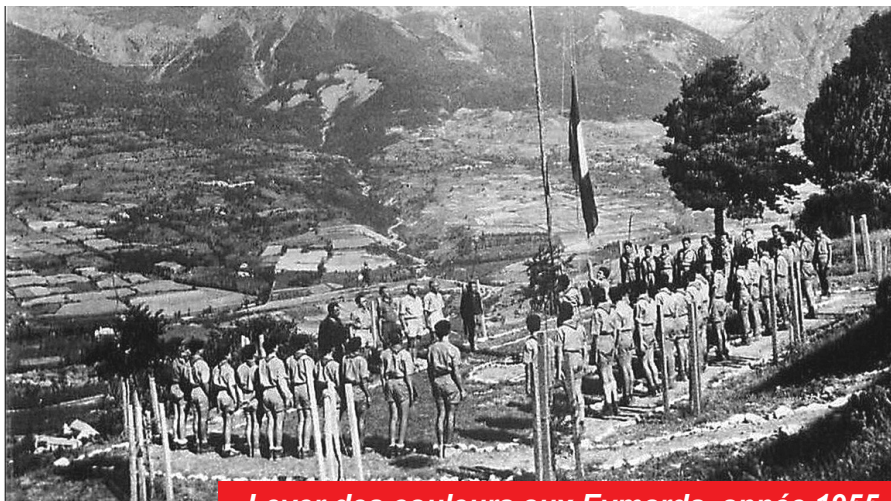
Les apprentis de l' Arsenal : c'est peut-être pas mal

Quiconque a fait son apprentissage à l'École de Formation Technique de la DCAN (EFT) ne pourra s'empêcher de ressentir un pincement de nostalgie à l'évocation d'un nom devenu emblématique : Embrun.

Au-delà des anecdotes croustillantes que chaque ancien élève aura gardé en mémoire, Embrun c'était bien plus qu'un camp de vacances d'été. Embrun c'était une partie intégrante du parcours d'apprentissage. Ainsi, au-delà de l'enseignement général et technique, au-delà des salles de classe et des ateliers, les mois d'été « obligatoires » passés à Embrun étaient l'occasion de cultiver l'esprit de cohésion et de groupe afin de préparer les élèves à la carrière qui les attendait à l'intérieur de l'Arsenal.

La fabuleuse aventure de l'EFT... Malgré l'opposition ferme et sans appel de la CGT, les Ecoles de Formation Technique ont été fermées il y a maintenant plus de vingt ans. Et après ce laps de temps, le constat est simple, même la DGA, à travers l'ingénieur général de l'armement Alexandre Lahousse, chef du service des Affaires Industrielles et de l'Intelligence Economique à la Direction générale de l'armement, se lamente de la difficulté à trouver des soudeurs, des ajusteurs ou encore des mécaniciens de précision...

Dans le même temps, le dépeçage de ce que fut l'EFT se poursuit. Si le Ministère des Armées avait déjà vendu le site d'Embrun à la mairie de Saint-André d'Embrun, celle-ci a lancé un appel à déclaration de projet mettant en vente le site des Réaumes, la ferme Michel, ainsi que le bâtiment des Eymards. Le tout sur un terrain couvrant plus de huit hectares. Nul doute que chaque ancien apprenti ne pourra que s'en émouvoir.



Lever des couleurs aux Eymards, année 1955

Mais au-delà de la nostalgie, au-delà de la mémoire d'un temps qui n'est plus, il convient plus que jamais de s'inscrire dans la volonté CGT de voir rouvrir les Ecoles de Formation Technique propres à la spécificité qui est la nôtre afin d'assurer dignement les missions

de Défense Nationale qui nous tiennent à cœur.

Parce que bien au-delà d'un métier, c'était bien le concept de Défense Nationale qui y était dispensé, aux antipodes de l'économie de guerre prônée par Emmanuel Macron.

Michel CANESTRELLI

Agenda et activités du syndicat

Jeudi 9 novembre : réunion à 14h, collectif communication avec préparation de l'Emancipateur.

Jeudi 16 novembre : réunion bureau à 9h. Ordre du jour : point organisation, congrès Arsenal Toulon 23 et 24 novembre, congrès UL La Garde (reporté), préparation CE le 20/11/2023, assemblée générale de notre syndicat, permanences, questions diverses. A ce jour 347 FNI, 5 adhésions, 5 continuité syndicale, 4 décès.

Lundi 20 novembre : réunion CE. Ordre du jour : point orga., congrès arsenal, congrès UL La Garde avec réunion préparatoire le 7 décembre, déclaration et position de l'UD Var sur la Palestine, compte rendu avec l'UD sur le Comité Général, assemblée générale de notre syndicat fin janvier, propositions d'AG décentralisées, implication de nos élus dans l'organisation de l'USR, implication des militants de notre comme président ou secrétaire de nos CE.

Vendredi 24 novembre : 14 h, réunion collectif communication.

L'extrême droite contre les syndicats...

Face aux opérations de dédramatisation engagées par le FN/RN, avec des complicités politiques et médiatiques, nous ne devons pas oublier que la haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel.

L'extrême-droite qui tente de se faire passer pour les seuls défenseurs des salariés, porte en effet, un projet qui s'appuie idéologiquement et en pratique sur la réconciliation entre le Capital et le travail et donc sur la négation de la lutte des classes, en s'appuyant sur l'anéantissement des syndicats existants.

Leur objectif est de promouvoir la création de nouvelles organisations dans lesquelles se retrouveraient patrons et ouvriers... au service de la Nation ! Déjà en 1927, la charte du travail de Mussolini l'explique très clairement : «*Réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production* ».

Le FN/RN est aujourd'hui dans la droite ligne de cette stratégie, inscrite dans plusieurs de ses programmes politiques, comme par

exemple en 2012 : « Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre(...). Des syndicats plus représentatifs(...) seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de force ».

Éric Zemmour n'a pas dit autre chose en février 2022 : « *Mon projet politique, c'est la fin de la lutte des classes. Il faut réconcilier les patrons et les salariés dans un intérêt commun* ».

Marine Le Pen quant à elle, peut parler de « liberté syndicale », mais un Etat aux mains de l'extrême-droite, c'est la destruction pure et simple des syndicats actuels et en premier lieu de la CGT.

Déjà, en septembre dernier, c'est le syndicat de la magistrature qui a fait l'objet d'attaques en règle, déferlement de haine, lettres d'insultes, de la part d'éditorialistes de la « facho-

sphère », suite à la tenue d'un stand à la fête de « L'humanité », aux côtés du syndicat des avocats de France avec en toile de fond, l'opposition Police/Justice. Voilà qui doit faire réfléchir, alors que tous les plafonds de verre sont entraînés de s'effondrer. A bon entendeur !...

INFO-MEDIAS : (A ne pas manquer)

Sur la chaîne YOU TUBE ou en passant par le site Internet de la CGT :

Interview de Sophie Binet par le média « La Midinale » (avant la manifestation du dimanche 12 novembre)

« LA CGT COMBATTRA TOUJOURS L'ANTISEMITISME MAIS PAS AUX CÔTES DE L'EXTRÊME-DROITE ».

CONTRIBUTION DE L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE DU VAR À LA CAMPAGNE NATIONALE LANCÉE PAR LA CGT CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Judi 30 novembre 2023, à 17 heures, Bourse du travail (grande salle)
Avenue Amiral Collet, à Toulon

Grande conférence-débat sur le thème :

**CRISES ET FASCISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
Exemples de la guerre d'Espagne et fascisation en cours.**

Le Service de santé des armées serait-il malade ?

« *Branle-bas de combat !* » écrivait le canard enchaîné dans un de ses articles du 25 octobre 2023, le Service de santé des armées (SSA) est en grand danger, voir extrêmement malade.

Quelles sont les causes de la maladie ? Épuisement des unités de soin, vétusté des équipements, les investissements se font attendre (le nouvel Hôpital Militaire à Marseille n'est toujours pas porté au budget de la loi de programmation Militaire), sous dotation des équipements de campagne, défection des médecins, difficultés de recrutement de nouveaux. La démoralisation des médecins, cœur du métier au SSA est-elle grave de conséquences ? Selon un article du journal France info, « *des dizaines de médecins militaires parmi les plus qualifiés ont quitté l'armée* ». Le ministère de la Défense confirme : « *L'année dernière, 217 médecins ont quitté l'armée, dont 44 réformés pour raisons médicales, avec pour certains des arrêts de travail de complaisance* » mais encore, et sous couvert d'anonymat, un personnel Militaire évoque sans détour un Service de santé « *à bout de souffle* » : « *Tout le système est en train de s'écrouler, assure-t-il. D'ici peu, il n'y aura plus de Service de santé des armées. Lorsque vous allez partir en mission, vous risquez de partir simplement avec une trousse de secours* ». Nous savions que le SSA n'était pas le cœur de l'activité du ministère des Armées, mais là, il serait opérationnellement incapable de subvenir à une crise majeure en cas de conflit important par faute d'investissement sur plusieurs années. Sur 10 ans, 1540 personnels ont disparu, 9% de son effectif. Le patron du Service de santé des

armées avait alerté dans une déclaration déjà en octobre 2021, que le SSA est dans l'incapacité, aussi bien sur le plan humain que matériel de soutenir l'hypothèse d'engagement majeur.

Quelles conséquences pour les populations civiles ? Pour les hôpitaux et les cinq hôpitaux d'instruction des armées, le tableau n'est guère plus reluisant, ils ne peuvent aligner que 1490 lits, contre 2680 en 2009. Plus grave, ils ne peuvent projeter que 48 équipes chirurgicales, alors qu'il en faudrait 65 à l'horizon 2025, pour répondre aux besoins militaires, déplore la Cour des Comptes. Mais aussi le SSA, en ce qui concerne Toulon et les villes limitrophes à en charge, avec d'autres acteurs, le traitement des risques Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique, Chimique et explosif (NRBCe). Nous connaissons les enjeux tactiques du Nucléaire, mais aussi les risques pour les populations. Une grande partie de celle de l'aire Toulonnaise, est confrontée à cette réalité. Dans des périodes historiques, où les tensions géopolitiques sont accrues et exacerbés, n'est-il pas légitime de s'inquiéter au regard des grandes difficultés existentielles de nos services publics ? Ceux-ci malmenés par des décisions purement comptables, dans le cadre de décisions politiques qui n'ont d'autres buts que de dégager des sources de revenus toujours plus importantes au compte du capital et ses bénéficiaires. Mais que deviennent alors les populations ?

EN BREF...

« **Chèques-vacances** » : c'est fini pour les retraités de la Fonction Publique.

C'est discrètement, en plein cœur de cet été, par une simple circulaire, que ce droit a été supprimé, pour compter du 1er octobre de cette année. C'est un nouveau coup porté aux possibilités des fonctionnaires retraités, d'accéder aux vacances et aux autres outils de solidarités familiales et intergénérationnelles.

Le président du Conseil d'Orientation des Retraites débarqué.

A la tête du C.O.R. depuis 2015, Pierre-Louis Bras a été « remercié » par Matignon. Si l'entourage de la Première ministre assure qu'il ne s'agit pas d'une sanction, la vérité est sans doute ailleurs !

En effet, le désormais ex-président avait été accusé par l'exécutif de « *brouiller les esprits* » lors des débats sur la réforme des retraites en osant notamment produire des analyses divergentes de celles du ministre de l'économie.

Il s'était mis à dos la Macronie et tous les partisans de la réforme quand il avait déclaré que « *les dépenses de retraite ne dérapent pas, ... dans la plupart des hypothèses, elles diminuent plutôt à terme* ».

Il s'agit donc bien d'une mesure de rétorsion qui permet au gouvernement de placer à la tête du COR un économiste libéral tout acquis à la cause : c'est donc le dénommé Gilbert Cette, soutien indéfectible d'Emmanuel Macron, qui en tant que président du groupe d'experts sur le SMIC, s'oppose tous les ans à toute hausse du salaire minimum et qui en parallèle, s'oppose à la révision des allègements de cotisations des entreprises qui pratiquent des bas salaires !

Voilà donc un très bon élève du capital qui ne risque pas, lui, de porter une quelconque contradiction...

Michel RENOUF